

Quelles perspectives pour le Parti communiste français ?

Les discussions autour d'un congrès du Parti communiste français sont le principal moyen de définir collectivement nos orientations, notre organisation et d'élire nos directions.

Après plusieurs années de volonté de réaffirmer la visibilité et l'utilité d'un parti communiste après le 38^e Congrès, nous pouvons nous demander quel est notre objectif politique ? Le PCF semble perdu, coincé par sa stratégie entre deux pôles sociaux-démocrates.

Quelles perspectives pour le PCF ?

1) Un déni collectif sur l'état de notre Parti

Après différentes élections (présidentielle de 2022, européennes de 2024) et différentes mobilisations sociales, notre Parti continue pourtant sa chute progressive. Notre nombre d'adhérents, notre nombre d'élus, nos scores électoraux ne cessent de s'éroder.

La candidature de Fabien Roussel en 2022 et le redéploiement des Jeunesses communistes avaient donné quelques coups de visibilité et de sang neuf dans nos rangs. Pourtant, après les élections européennes et la stratégie médiatique et politique actuelle de notre direction nationale – tentant de faire la synthèse entre un programme réformiste radical et un positionnement « responsable » pour se démarquer du PS et de LFI – notre Parti voit sa base sociale se réduire et rester vieillissante.

Notre Parti conserve cependant des militants précieux et engagés, qui participent notamment à nos nombreuses commissions sectorielles. Ces dernières produisent souvent des analyses pertinentes, voire des projets nécessaires. On peut par exemple citer le travail de la commission écologie avec son Plan Climat. Pour autant, ces productions ne sont que très peu coordonnées – restant des publications éparses entre nos différentes revues – et peu retranscrites concrètement dans les prises de paroles de nos élus ou de nos cadres, ni dans notre programme.

En outre, si notre Parti redéploie progressivement ses formations au niveau national, ces contenus théoriques et pratiques restent encore trop souvent conscrits à quelques camarades cadres, sans être généralisés à l'ensemble des adhérents. Par exemple, au sein de la fédération de Loire-Atlantique, les formations sont réduites à peau de chagrin. À part un stage cadre régional et deux formations autour des élections, notre fédération se refuse d'utiliser les contenus proposés par le national pour réaliser une véritable politique de formation et de cadres.

Par ailleurs, vient le sujet de nos élus communistes. Nos élus sont un axe de la lutte politique, mais bien souvent l'essentiel de notre activité est centré sur la bataille électorale ou institutionnelle. Par ailleurs, les mandats électoraux et de cadres ou dirigeants au sein du Parti peuvent être confondus, entraînant une incompatibilité par manque de temps et d'engagement. Si ce sont de grandes responsabilités, cela peut conduire à la ruine de nombreuses sections ou fédérations dont la solidité repose sur quelques élus, au mieux qui n'ont pas le temps de se consacrer au travail nécessaire d'organisation et d'analyse, au pire qui vendent la force militante des communistes en échange d'accords électoraux pour mieux se faire réélire.

Ainsi, le Parti communiste français n'a pas d'espace politique propre, continuant de se marginaliser. Cette évolution progressive n'est cependant jamais traitée par nos directions respectives. Par manque de véritable perspective politique, nos moyens ne sont jamais véritablement mis en relations en vu d'un but précis. Notre communication reste lacunaire, notre spécificité communiste invisibilisée. Parler dans les médias ne suffit pas, il faut aussi traiter de ce que nous disons. Cela nécessite une véritable politique de formation et

d'encadrement de nos camarades et de nos porte-paroles. Mais cela nécessite aussi de définir ce que nous voulons, quelles sont les perspectives que nous avons pour notre Parti ?

2) le Parti du socialisme, de la paix, des travailleurs

Aujourd'hui, la perspective politique de notre Parti est floue, abstraite voir inexistante. Quel est l'objectif politique de nous suivons ?

Le programme actuel de notre Parti se concentre sur des mesures réformistes et mutuellistes, souhaitant davantage dépasser progressivement par petites touches le capitalisme – *l'aménager* – plutôt que d'envisager une rupture franche et révolutionnaire avec ce système d'exploitation et de prédation. En voulant *reprendre la main sur la BCE*, faire quelques *nationalisations* pour créer quelques petits *pôles publics industriels* et simplement créer une nouvelle branche de la Sécurité sociale avec la Sécurité Emploi & Formation, notre Parti reste naïf face au déferlement violent et puissant de la bourgeoisie qui mobilisera et mobilise déjà toutes ses forces contre toute perspective progressiste.

Par ailleurs, les prises de parole et les votes de nos cadres et de nos élus sont souvent à rebours des analyses, des résolutions et des mesures votées par notre Parti. Ce fait est souvent dû au fait que nos élus et porte-paroles nationaux et fédéraux ne connaissent pas les positions de notre Parti ou de ses commissions.

Ainsi, notre objectif politique actuel reste bien insuffisant face aux évolutions actuelles d'un capitalisme impérialiste en voie de fascisation.

Trois ambitions pour notre Parti :

LE PARTI DE LA RÉVOLUTION ET DU SOCIALISME

Notre Parti ne doit pas se contenter des luttes électorales et sociales à court-terme, il doit envisager la prise du pouvoir d'État. Le capitalisme est un système d'exploitation qui pèse sur notre classe sociale, celle des travailleurs. Pour envisager la moindre remise en cause profonde des structures sociales existantes, il faut affaiblir la bourgeoisie et renforcer nos propres pouvoirs. Cela passe par la prise du pouvoir politique – révolution – et économique – socialisation des moyens de production.

La conquête de ces pouvoirs dépendra des conditions matérielles du moment, mais nous pouvons d'ors et déjà les envisager et propager sa nécessité. C'est là une mission essentielle de notre Parti. Parler et toucher les travailleurs pour présenter ses propositions et son utilité actuelles mais aussi pour convaincre à plus long-terme de notre action révolutionnaire.

Ces pouvoirs entre nos mains, la tâche n'est pas pour autant terminée. De grandes transformations sont à prévoir quant à l'organisation politique du pays, son administration territoriale, sa production économique et sa planification, le développement des services publics, la mise en place d'une véritable politique internationaliste vis-à-vis des pays d'outre-mer et des pays placés sous la coupe du néocolonialisme français. Cette phase de transition vers le communisme, nous l'appelons socialisme.

LE PARTI DE LA PAIX ET DE L'INTERNATIONALISME

Notre Parti est historiquement celui de la paix. Aujourd'hui encore, nous revendiquons cette étiquette, et pourtant nous manquons encore de véritable cohérence à ce sujet. Les votes et prises de parole de tel ou tel élu ou cadre en faveur de la guerre et de la militarisation du pays sont à rebours de notre ambition pacifique. Sans véritable ligne de classe, notre Parti reste aligné sur la défense d'une « armée républicaine » sans comprendre qu'il s'agit d'un instrument impérialiste de la bourgeoisie.

Notre Parti doit rester ferme sur sa défense de la paix, de la sécurité collective des peuples et sur son opposition à tout envoi militaire français à l'extérieur du territoire national.

Par ailleurs, notre Parti a été très lent à soutenir pleinement la cause palestinienne après l'attaque du 7 octobre, entrant dans l'agenda médiatique de la bourgeoisie contre toutes les forces solidaires avec la Palestine. Cette insuffisance se retrouve dans de nombreux cas : Soudan, Sahara occidental, etc. Notre Parti se contente de communiquer sans véritable action concrète. Notre campagne de solidarité avec Cuba est une initiative à saluer et notre Parti peut et sait se montrer solidaire quand il organise une véritable campagne structurée. Toutes les causes ne demandent pas un engagement aussi soutenu – un simple soutien matériel, financier ou formateur peut suffire – en revanche notre Parti doit rester solide sur ses soutiens. Il est inacceptable que nos directions et portes-parole reviennent sur notre internationalisme. Lorsque notre Parti dit haut et fort que le régime israélien est un régime d'apartheid qui exerce une politique semblable à celle du ghetto de Varsovie, nous n'avons pas à retirer cette position sous la pression médiatique.

Enfin, notre Parti s'enferme dans l'illusion crédule qu'une réforme de l'Union européenne, du Fond monétaire international ou de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord est possible. Non, la Banque centrale européenne ne peut pas être mise aux mains des peuples. Non, la Commission européenne ne peut pas servir les peuples et les travailleurs, elle ne fait que suivre l'agenda impérialiste des bourgeoisies européennes. L'UE est fondamentalement un outil capitaliste contre les socialismes réels et les mobilisations sociales. De même, l'OTAN et le FMI sont des outils militaires et financiers de la bourgeoisie contre les forces progressistes et sociales. Tout Parti communiste doit revendiquer la remise en cause, la dissolution et la sortie de ces institutions impérialistes. L'UE, l'espace Schengen, l'euro, l'OMC, le FMI, l'OTAN ne peuvent pas être tolérés par tout parti qui veut imposer une politique progressiste.

LE PARTI DES TRAVAILLEURS, DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES PUBLICS

Notre Parti pose comme objectif l'unité de la classe travailleuse. Par conséquent, nos commissions sectorielles font un travail qualitatif en ce sens, que ce soit sur le féminisme, l'anti-racisme ou encore l'anti-valdisme. Pourtant, ces analyses et positions ne sont que trop rarement mises en avant, pire encore, nos prises de parole s'alignent souvent sur une ligne abstraite, sans véritablement comprendre le développement de l'antiféminisme et du racisme.

Notre Parti ne représente plus la classe travailleuse dans sa diversité. Que ce soit dans ses positions ou dans ses représentants, notre Parti doit réaffirmer sa volonté de mettre en avant et de renouer avec les travailleurs dans leur ensemble. Nous devons être bien plus ferme sur l'antiracisme que nous le sommes actuellement, car c'est un des enjeux de notre lutte contre l'extrême-droite et la montée du fascisme. Nous devons nous opposer à toute propagande et instrumentalisation de la bourgeoisie sur la laïcité, les quartiers populaires, les violences policières, l'islamisme. Une véritable politique antifasciste entend réunir tous les travailleurs et nous n'avons pas à nous arc-bouter sur des visions abstraites notamment sur la laïcité – la loi de 2004 en est un exemple, la majorité des députés communistes s'y est opposée et pourtant nous la défendons alors qu'il s'agit *de facto* d'une politique réactionnaire contre les musulmans.

Sur le sujet de la production, de l'industrie et des services publics, notre Parti souffre d'une absence totale de suivi de nos cellules d'entreprises. Face à la désindustrialisation, nous restons dans une position de suivi syndical – syndicats qui se mobilisent trop souvent face au fait accompli – et de naïveté vis-à-vis de la bourgeoisie. La désindustrialisation est un phénomène structurant de l'impérialisme. Vouloir une nouvelle industrialisation, en fonction des besoins sociaux et non des marges de profit, doit reposer sur une rupture

complète avec les logiques capitalistes. Notre Parti doit avancer la perspective du socialisme mais aussi des nationalisations totales – et non partielles – de secteurs stratégiques comme l'industrie lourde, les transports, l'énergie, l'industrie pharmaceutique, etc.

Par ailleurs, nos services publics subissent de violentes attaques austéritaires de la bourgeoisie. Il ne s'agit là encore pas d'une logique d'appoint mais bel et bien d'une politique structurante du capitalisme pour conserver des marges suffisantes. Notre ambition dans l'éducation, la formation, la santé, la culture, les transports publics, le logement, la transformation écologique de l'appareil productif ne peuvent se faire qu'avec le soutien et l'organisation des masses en ce sens. Notre Parti doit donc être présent dans les luttes institutionnelles mais aussi ancré dans les masses, à même de les conscientiser et de les organiser sur ces questions, que ce soit au niveau national et local. Nous devons donc être initiateur de mouvements populaires de défense de nos intérêts de classe.

3) Des conséquences concrètes sur notre Parti

a) organisation de notre Parti

Ces perspectives politiques impliquent des changements et des renforcements dans notre organisation interne. Actuellement, notre Parti retourne progressivement à un fonctionnement en cellule-section-fédération-national, mais sans véritable suivi de nos cellules et notamment de nos cellules d'entreprises.

Par ailleurs ces différents organes ne sont que très peu encadrés et accompagnés par les fédérations et la direction nationale. Pourtant, la création et le développement de nos cellules sont une stratégie essentielle de notre Parti pour toucher, conscientiser et organiser les travailleurs au plus près de leurs lieux de vie et de travail.

En outre, notre direction nationale souffre d'un manque d'organisation et de communication interne. Nos commissions sectorielles – qui font souvent un travail rigoureux, notamment pour la commission écologie ou la commission antiracisme – voient rarement leurs analyses et leurs revendications être portées au sein de notre Conseil national et à l'extérieur de notre Parti. Au lieu d'être un lieu de discussions pratiques entre les différents organes exécutifs du Parti (commissions, comité exécutif national, secrétariat), notre CN est confiné dans un simple rôle d'échanges sans véritable action ou retombé concrètes derrière.

Un certain nombre d'éléments est à changer : les différents textes doivent être distribués en avance pour rendre efficace le travail de notre CN, l'organisation des tours de parole est à modifier pour favoriser de véritables débats constructifs et intelligents, les membres du CN doivent être élus au Conseil national pour leurs fonctions opérationnelles et non pour leurs mérites historiques, etc.

b) communication de notre Parti

La communication de notre Parti doit aussi être profondément remaniée. Si depuis quelques mois, notre communication nationale sur les réseaux sociaux s'améliore, les moyens humains et matériels qui y sont consacrés restent insuffisants.

De plus, nos porte-paroles et représentants dans les médias ne parlent souvent qu'en leur nom propre, sans considération pour les décisions et les positions locales ou nationales de notre Parti. Ainsi, nos porte-paroles doivent d'abord être formés sur les analyses et les théories communistes, être au courant des décisions démocratiques de notre Parti, participer aux séances de notre Conseil national – on peut d'ailleurs regretter que la majorité des députés et sénateurs du PCF ne sont jamais présents lors des réunions du CN – ou des organes fédéraux et locaux selon leur position.

Avec la communication vient le sujet de *L'Humanité*. Ancien organe central, devenu simplement journal proche, l'Huma reste largement soutenu par les militants communistes, notamment lors de la Fête de l'Huma, organisée et montée par nos camarades. *L'Humanité* réussit plutôt bien à se moderniser, dans sa numérisation et dans son lancement d'analyses et d'informations en direct sur YouTube et Twitch.

Pour autant, nous ne pouvons que constater que la ligne éditoriale du journal et la programmation politique de la Fête de l'Humanité évoluent dans un sens contraire à la ligne et aux intérêts du Parti communiste. En témoigne l'invitation d'anticommunistes à l'agora de la Fête de l'Humanité, qui n'ont pas rechigné à cracher sur les militants communistes alors même que ce se sont ces derniers qui ont organisé, monté et tenu la Fête. *L'Humanité* n'a pas à être un marche-pied aux sociaux-démocrates, mais un outil des communistes.

c) formation de notre Parti

Notre Parti s'est considérablement amélioré sur les formations qu'il organise. Les intervenants, la logistique et la qualité du fond sont à saluer, signe que nous avançons dans la bonne direction.

L'enjeu pour nous est de renforcer nos formations et notamment de les développer vers l'ensemble de nos camarades, et notamment pour former des militants éloignés de la politique et issus de notre classe. Notre Parti doit redevenir l'ascenseur social et intellectuel qu'il était.

Ainsi, notre Parti doit redévelopper de véritables écoles pour former des cadres, des porte-paroles et des élus résolument communistes, tandis que nos différentes fédérations doivent se saisir des moyens déjà proposés en terme de formation pour l'ensemble de nos camarades.

d) des élus et des élections

Nos élus – en tant que représentants de notre Parti – se doivent de respecter les décisions et les orientations des communistes. Il arrive trop souvent que des maires ou des députés critiquent ouvertement nos positions ou soutiennent des candidatures dissidentes aux nôtres (au présidentielle, aux législatives ou aux présentes municipales).

Ainsi, il paraît opportun de créer une commission nationale aux élus, en capacité d'encadrer ces représentants de notre Parti. Cette commission doit pouvoir blâmer, suspendre voire exclure les élus qui agissent en violation de nos statuts ou de nos orientations.

Au sujet des élections, notre Parti ne doit pas avoir comme simple ambition de se situer entre deux pans de la gauche réformiste – social-démocrate d'un côté, social-libéral de l'autre. Les communistes doivent réunir les travailleurs et les familles populaires autour de leurs propres mots d'ordre. Par conséquent, nous devons nous présenter seuls dans le plus de scrutin possible. L'union de la gauche est un échec constant, ne réunissant qu'un tiers d'un corps électoral souvent déçu des trahisons réformistes. Notre Parti reste cependant ancré dans le camp progressiste et se doit de ne pas participer aux campagnes de propagande contre tel ou tel parti de gauche radicale. Des unions électorales sont possibles mais seulement si nous sommes en position dominante et autour d'une base programmatique minimale qui met en valeur nos revendications sociales et révolutionnaires.

4) de la fédération de Loire-Atlantique

Au niveau de la Loire-Atlantique, notre fédération se répartit dans une dizaine de sections qui rassemblent souvent plusieurs villes et fonctionnent donc comme des mini-fédérations afin de coordonner et de soutenir les actions des différentes « cellules » qui remplacent les sections d'antan.

Et pour cause, la direction fédérale du PCF44 ne brille pas par sa présence et ses actions en aide aux sections.

En effet, notre Conseil départemental est largement confiné dans un rôle de suivi de l'actualité, sans véritable mission politique et organisationnelle. Notre CD ne possède ainsi ni véritables commissions de travail, ni coordination réelle des actions de nos sections.

Les temps démocratiques fédéraux sont assez espacés, consistent globalement en de longs points d'actualités, sans rapport politique de l'exécutif fédéral, sans ordre du jour et sans organisation des tours de parole.

Au vu des ambitions politiques que doit porter notre Parti, notre fédération doit se lancer dans plusieurs défis :

- une politique de formation concrète et cohérente – les seules formations sur ses trois dernières années ayant eu lieu sont un stage régional de cadres demandé par la fédération de la Sarthe et deux formations sur les élections. Il faut donc créer une commission formation au niveau fédéral et avoir un responsable formation dans la plupart des sections. Ces formations doivent être théoriques, pratiques, organisationnelles, historiques et enfin culturelles.

- une véritable communication fédérale – cette dernière n'existe tout simplement pas, en dehors des prises de parole de nos élus. Notre fédération doit créer une commission communication avec toutes les sections pour retransmettre les différentes actions, analyses, revendications. Elle doit aussi se lancer sur les réseaux sociaux. *Les Nouvelles de Loire-Atlantique* doivent aussi suivre ce mouvement, pour diffuser ses articles sur les réseaux mais aussi envisager le lancement de contenus politiques en vidéo.

- la création d'une commission fédérale des élus sur le même modèle que la commission nationale, avec comme mission de diffuser leurs actions émancipatrices et de les encadrer pour éviter toute dérive personnelle.

- la création d'une commission fédérale aux campagnes, en vue de soutenir l'action des sections dans l'organisation des campagnes politiques. Cela passe par de la coordination des sections, de l'aide pour créer les matériels militants (tracts, affiches) ou pour organiser des événements de masse.

- un apaisement des relations entre les camarades. Il ne faudrait pas que quelques responsables se permettent de s'adresser agressivement à certains camarades pour cause de désaccords politiques.

- un développement des relations et des échanges avec les syndicats et les associations progressistes. Bien trop souvent, nous ne sommes invités aux rassemblements et manifestations que bien trop tardivement, sans prévoir une prise de parole de notre Parti. Si nous voulons être une force militante présente et visible dans les luttes, nous devons discuter avec ces différentes organisations et envisager des actions communes.

- une meilleure présence et une plus grande visibilité lors des rassemblements et des manifestations. Bien trop souvent, on ne voit aucun drapeau PCF, aucune banderole spécifique, aucun moyen de visibiliser notre présence – alors même que des camarades sont souvent sur place. En plus du point fixe de début de manifestation – que nous faisons assez régulièrement – les communistes doivent défiler en cortège afin d'être vus comme

une force politique conséquente et structurée. Cela doit se faire par un effort constant pour rester groupés, au mieux derrière une banderole et avec nos drapeaux, militants et élus ensemble.

- une amélioration des temps démocratiques en formalisant un ordre du jour et des rapports sectoriels des commissions fédérales. Pour remplacer les longs points d'actualités, il faut aussi développer nos temps fraternels en dehors des assemblées générales.

Par ces mesures et ce travail d'organisation, notre fédération sera à même de parler à tous les travailleurs, de montrer l'utilité de nos militants et de nos élus, d'organiser concrètement l'activité des communistes au niveau de la Loire-Atlantique, de soutenir l'actions de nos sections et de suivre le développement de nos cellules et notamment des cellules d'entreprises.

Tout cela fera du PCF un parti proche, utile et révolutionnaire.

Pour terminer

Le Parti communiste français se doit de représenter une perspective politique ambitieuse, populaire et révolutionnaire. Ainsi cette ambition communiste a des conséquences concrètes sur notre stratégie et notre organisation. Communication, formation, coordination, élus, élections, directions locales et nationale. Le travail que nous avons à réaliser est grand mais notre cause est juste.

Le communisme est la jeunesse du monde !

Signataires :

AUGEAT-GRANGIENS Gabriel
de BOURMONT Guilhem
E. Faustine
HEGO-LEMARIE Marius
KOWALCHUK Michael
QUEBRIAC Yann
VASSEUR Jean-Baptiste